

Résumé

Élaboré par la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, le *Rapport mondial sur la fécondité 2003* rassemble des estimations et des indicateurs clefs concernant la fécondité, la nuptialité et l'utilisation des contraceptifs dans 192 pays, essentiellement pour les années 70 et 90 mais aussi pour des périodes plus anciennes quand il y a lieu ou plus récentes dans la mesure du possible. Cet ensemble de données permet d'évaluer les changements sans précédent survenus dans ces trois domaines depuis les années 70. Le Rapport met notamment en lumière les éléments suivants :

1. L'élévation de l'âge du mariage constitue un changement radical à l'échelle mondiale. L'âge moyen des célibataires au moment du mariage dans le monde est passé de 25,4 à 27,2 ans pour les hommes et de 21,5 à 23,2 pour les femmes. Dans les pays développés, cette évolution a été encore plus frappante, les chiffres étant passés de 25,2 à 28,8 ans pour les hommes et de 22 à 26,1 pour les femmes.

2. Les hommes comme les femmes restent célibataires plus longtemps. En moyenne, le pourcentage de non-célibataires âgés de 25 à 29 ans est tombé de 85 % dans les années 70 à 76 % dans les années 90 pour les femmes et de 68 % à 56 % pour les hommes. Là encore, la réduction est plus sensible dans les pays développés, où les chiffres moyens ont chuté de 85 % à 62 % pour les femmes et de 74 % à 43 % pour les hommes.

3. Le mariage tardif des jeunes adultes ne s'est pas encore traduit par une réduction sensible de la proportion d'individus mariés au moins une fois dans leur vie. Le mariage, ou toute autre forme d'union consensuelle, demeure quasiment universel. Dans les années 70, dans trois pays sur quatre, au moins 89 % des hommes et des femmes âgés de 45 à 49 ans avaient été mariés au moins une fois et ce chiffre avoisinait toujours 89 % dans les années 90.

4. Le taux de divorce a augmenté dans la plupart des pays pour lesquels on disposait de données. Dans les pays développés, le taux moyen de divorce est passé de 13 pour 100 hommes et femmes dans les années 70 à 24 pour 100 hommes et 27 pour 100 femmes dans les années 90. Dans les pays en développement, ce taux est passé de 7 à 12 divorces pour 100 hommes et de 5 à 15 pour 100 femmes. Ainsi, non seulement tend-on à se marier plus tard mais les mariages sont plus instables, deux tendances qui ont indiscutablement des répercussions sur le comportement procréateur.

5. Le recours à la planification familiale a très fortement augmenté. Entre les années 70 et les années 90, le recours à la contraception par les femmes mariées ou vivant en couple a augmenté dans neuf pays sur 10 pour lesquels on disposait de données. À l'échelle mondiale, le taux moyen d'utilisation des contraceptifs est passé de 38 % pour les femmes mariées ou vivant en couple dans les années 70 à 52 % dans les années 90. Dans les pays en développement, le taux moyen de prévalence est passé de 27 % à 40 % pour la même période. Dans les années 90, le taux de prévalence contraceptive avait atteint au moins 62 % dans un quart des pays en développement.

6. En règle générale, l'utilisation de méthodes contraceptives modernes dans les pays en développement a progressé. Dans les pays en développement, l'utilisation de moyens contraceptifs modernes est passé, en

moyenne, de 18 % à 30 % entre les années 70 et les années 90. Cependant, dans un quart de ces pays, l'utilisation de méthodes contraceptives modernes demeure rare (moins de 12 %).

7. De 1970 à 2000, la population mondiale a connu une chute considérable et sans précédent des taux de fécondité, essentiellement en raison de la baisse de la fécondité dans les pays en développement (figure 1). Les taux moyens de fécondité dans les pays en développement ont chuté de plus de 5,9 enfants par femme dans les années 70 à environ 3,9 enfants par femme dans les années 90. En moyenne, la baisse de la fécondité dans ces pays entre les années 70 et les années 90 était de l'ordre de 1,8 enfant par femme et, dans un quart des pays en développement, il semble que cette baisse ait été d'au moins 2,6 enfants par femme.

8. Alors que, dans les années 70, le taux de fécondité était uniformément élevé dans les pays en développement, aujourd'hui, il varie considérablement. En effet, les taux de fécondité sont supérieurs à 5 enfants par femme dans un certain nombre de pays les moins avancés mais ils ont atteint des niveaux inférieurs au taux de renouvellement des générations dans une vingtaine de pays en développement.

9. En règle générale, les taux de fécondité dans les pays développés, dont beaucoup ont connu une explosion de la natalité dans les années 50 et 60, ont diminué depuis 1970. La réduction moyenne de la fécondité cumulée dans les pays développés était de 0,8 enfant par femme entre les années 70 et les années 90. À la fin des années 90, seuls quatre pays développés (l'Albanie, les États-Unis, l'Islande et la Nouvelle-Zélande) signalaient des taux de fécondité cumulée d'au moins 2 enfants par femme. En outre, dans 14 pays développés, la fécondité était inférieure à 1,3 enfant par femme, du jamais vu dans l'histoire des populations.

10. Les taux d'infécondité varient sensiblement d'une grande région à l'autre. Dans les années 90, la proportion de femmes sans enfant âgées de 45 à 49 ans était généralement élevée dans les pays développés et dans les Caraïbes. Au moins 7 % des femmes âgées de 45 à 49 ans étaient sans enfant dans quatre pays développés sur cinq pour lesquels on disposait de données et cette proportion franchissait la barre des 10 % dans neuf pays développés. Dans les années 90, les taux d'infécondité étaient relativement faibles en Afrique et en Asie, et modérés en Amérique latine. Grâce à la baisse de la stérilité due aux maladies sexuellement transmissibles dans les années 70 et 80, les niveaux d'infécondité ont diminué en Afrique entre les années 70 et les années 90.

11. Les changements profonds dans les taux de fécondité depuis 1970 sont le fruit d'une modification radicale des comportements liée à la formation des unions, au mariage et au recours à la contraception. Les politiques gouvernementales concernant l'accès aux contraceptifs ont beaucoup contribué à modifier le comportement procréateur. En 1976, 52 % des gouvernements signalaient qu'ils n'étaient intervenus en rien dans la modification des niveaux de fécondité mais, en 2001, cette proportion n'était plus que de 32 % (figure 2). L'assistance apportée par les gouvernements à la planification familiale progresse régulièrement depuis les années 70. En 2001, 92 % des gouvernements contribuaient à des programmes de planification familiale et à la distribution de contraceptifs, directement (75 %) dans des établissements publics ou indirectement (17 %) en appuyant les activités

d'organisations non gouvernementales telles que les associations de planification familiale.

Les données sur la fécondité, la nuptialité et l'utilisation des contraceptifs ainsi que les politiques relatives à la procréation mentionnées dans le présent rapport ont été choisies afin d'illustrer l'évolution radicale des comportements en matière de procréation et de nuptialité depuis 1970, soit en une génération. Les indicateurs qui reflètent des changements par cohorte de naissances et autres tendances révélatrices pour une période donnée ont été pris en compte. Les données provenaient de sources diverses, notamment des registres de l'état civil, des recensements démographiques et autres enquêtes représentatives sur le plan national. Elles n'ont pas été corrigées pour combler les lacunes, remédier au sous-dénombrement ou rectifier toute erreur autre que d'échantillonnage. Ainsi, les valeurs de certains indicateurs, surtout celles qui concernent les pays en développement pour lesquels les données sont insuffisantes, peuvent ne pas correspondre à celles que publie la Division de la population dans son rapport intitulé *World Population Prospects: The 2002 Revision* puisque ces dernières ont été révisées en conséquence. Pour chaque pays, les valeurs des 43 indicateurs sont présentées pour chaque date dans la mesure où l'on dispose des données.

Les principales conclusions du présent rapport sont examinées de manière plus approfondie ci-après. Le pays est l'unité utilisée lors de l'analyse, qui porte essentiellement sur les changements dans la répartition des pays en fonction des divers indicateurs.

Nuptialité

Le mariage, ou toute autre forme d'union consensuelle, demeure quasiment universel. Dans les années 70, dans trois pays sur quatre, au moins 89 % des hommes et des femmes âgés de 45 à 49 ans avaient été mariés au moins une fois et ce chiffre avoisinait toujours 89 % dans les années 90. En outre, dans un quart des pays disposant de données, la proportion d'hommes non célibataires âgés de 45 à 49 ans était d'au moins 97 % dans les années 70 et d'au moins 98 % dans les années 90. De même, dans un quart des pays, au moins 98 % des femmes âgées de 45 à 49 ans avaient été mariées ou avaient vécu en couple.

Dans les années 70, la prévalence du mariage était la plus élevée dans les pays d'Asie et elle continue d'être importante bien que, dans certains cas, une réduction sensible de la proportion de non-célibataires ait été observée, surtout chez les hommes au Japon et chez les femmes à Brunéi Darussalam, en Israël, en Malaisie, au Myanmar, à Singapour et dans le territoire palestinien occupé. De même, les pays d'Afrique se caractérisent généralement par une prévalence élevée du mariage ou des unions consensuelles et les trois quarts d'entre eux indiquent qu'au moins 96 % des hommes âgés de 45 à 49 ans et au moins 98 % des femmes dans le même groupe d'âge étaient non célibataires dans les années 90. De fait, dans plusieurs pays d'Afrique, notamment au Bénin, au Burkina Faso, au Cameroun, en Ouganda et en République centrafricaine, la proportion de non-célibataires âgés de 45 à 49 ans semble avoir nettement augmenté, en particulier chez les hommes. En revanche, une forte baisse de la proportion de non-célibataires chez les hommes et les femmes âgés de 45 à 49 ans a été enregistrée en Afrique du Sud, au Botswana et à la Réunion.

La prévalence du mariage ou des unions consensuelles est légèrement inférieure dans les pays d'Amérique latine, en particulier dans la région des

Caraïbes, par rapport à d'autres régions du monde en développement. Dans les années 90, la moitié des pays des Caraïbes comptaient au plus 72 % d'hommes et 70 % de femmes non célibataires âgés de 45 à 49 ans. En outre, d'importantes réductions du pourcentage de non-célibataires ont été enregistrées aux Antilles néerlandaises, à la Barbade, à la Jamaïque et à Sainte-Lucie entre les années 70 et les années 90. Dans les autres pays d'Amérique latine, la proportion de non-célibataires âgés de 45 à 49 ans était généralement plus élevée mais dans les années 90, la moitié des pays de la région comptaient au moins 10 % d'hommes et 9 % de femmes non célibataires âgés de 45 à 49 ans. Ces chiffres représentent un changement par rapport aux années 70 où la proportion de non-célibataires tendait à être supérieure. Entre les années 70 et les années 90, au moins la moitié des pays d'Amérique latine ont enregistré de fortes hausses de la proportion d'hommes et de femmes non célibataires âgés de 45 à 49 ans. Cependant, en Amérique latine et dans les Caraïbes, les unions consensuelles sont courantes et les données sur la proportion de non-célibataires doivent être interprétées avec prudence car les tendances observées peuvent être en partie imputables à une amélioration progressive de la pratique en matière de déclaration des unions consensuelles plutôt qu'à une véritable évolution de la prévalence du mariage.

En Amérique du Nord, en Australie, en Europe et en Nouvelle-Zélande, la prévalence du mariage ou des unions consensuelles continue d'être élevée : dans ces régions, trois pays sur quatre comptent plus de 86 % d'hommes et plus de 89 % de femmes non célibataires âgés de 45 à 49 ans. Toutefois, entre les années 70 et les années 90, au moins les trois quarts des pays concernés ont connu une réduction de la proportion d'hommes non célibataires; cette réduction a été la plus marquée dans les pays nordiques et aux États-Unis, en Islande, en Lettonie et aux Pays-Bas. La réduction de la proportion de femmes non célibataires était moins courante bien que sensible dans un certain nombre de pays, notamment au Danemark, en Islande et en Suède.

Les données dont on dispose permettent de comparer le pourcentage d'hommes et de femmes âgés de 25 à 29 ans mariés ou vivant en couple dans les années 70 et dans les années 90. Cette comparaison montre que l'âge du mariage dans le monde entier a radicalement changé : en moyenne, la proportion de non-célibataires chez les femmes âgées de 25 à 29 ans est tombée de 85 % à 76 % et de 68 % à 56 % chez les hommes appartenant au même groupe d'âge. En outre, les trois quarts des pays pour lesquels on disposait de données ont connu une réduction de la proportion de non-célibataires âgés de 25 à 29 ans. Ces réductions sont les plus nettes en Amérique du Nord, en Australie, en Europe et en Nouvelle-Zélande, où les jeunes retardent de plus en plus le moment de l'union, mais la même tendance est visible dans toutes les autres régions. Ces changements peuvent présager un déclin global de la prévalence du mariage et des unions consensuelles chez les individus âgés de 45 à 49 ans.

Cette évolution se manifeste également par l'élévation continue de l'âge du mariage. Ainsi, entre les années 70 et les années 90, l'âge moyen des célibataires au moment du mariage, indicateur de la durée moyenne du célibat, a augmenté dans les trois quarts des pays pour lesquels on disposait de données. À l'échelle mondiale, il est passé de 25,4 à 27,2 ans pour les hommes et de 21,5 à 23,2 ans pour les femmes. Une hausse très nette de l'âge moyen des célibataires au moment du mariage a été enregistrée dans les pays développés, où il a augmenté de plus de 4 ans en Australie, en Belgique, au Canada, au Danemark, aux États-Unis, en Finlande, en France, en Hongrie, en

Irlande, en Islande, en Italie, en Norvège, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Suède et en Suisse. Dans les pays en développement, cette hausse était généralement moins sensible, en particulier chez les hommes. Dans toutes les régions, quelques pays ont néanmoins enregistré une hausse de 3 ans ou plus : en Asie et en Afrique du Nord, c'est le cas de l'Algérie, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Koweït, de la Malaisie, des Maldives, du Maroc, du Qatar, du Soudan et de la Tunisie; en Amérique latine et dans les Caraïbes, on peut citer les Antilles néerlandaises, les Bahamas, la Guadeloupe, le Guyana, la Guyane française, la Martinique, Sainte-Lucie et les îles Vierges américaines. Comme indiqué plus haut, en Amérique latine et dans les Caraïbes, certaines de ces augmentations pourraient être dues à l'évolution de la pratique en matière de déclaration des unions consensuelles.

Le taux de divorce a augmenté dans la plupart des pays pour lesquels on disposait de données. Dans les pays développés, le taux moyen est passé de 13 divorces pour 100 hommes et femmes dans les années 70 à 24 divorces pour 100 hommes et 27 pour 100 femmes dans les années 90. Dans les pays en développement pour lesquels on disposait de données, le taux moyen est passé de 7 à 12 divorces pour 100 hommes et de 5 à 15 pour 100 femmes. Dans les trois quarts des pays développés ou en développement pour lesquels on disposait de données pour les années 70 et 90, le taux de divorce a augmenté et dans la moitié d'entre eux, cette augmentation était de l'ordre de 6 à 7 %. Ainsi, non seulement tend-on à se marier plus tard mais les mariages sont plus instables, deux tendances qui ont indiscutablement des répercussions sur le comportement procréateur.

Utilisation des contraceptifs

Entre les années 70 et les années 90, le recours à la contraception par les femmes mariées ou vivant en couple s'est accru dans 90 % des pays pour lesquels on disposait de données portant sur les deux périodes. À l'échelle mondiale, le niveau moyen d'utilisation des contraceptifs est passé de 38 % à 52 % pour les femmes mariées ou vivant en couple. Cependant, ces chiffres dissimulent des écarts importants entre les pays développés et les pays en développement.

Dans les années 70, le taux d'utilisation des contraceptifs était déjà élevé dans les pays développés, où au moins la moitié des femmes mariées ou vivant en couple avaient recours à la contraception. En effet, dans les trois quarts de ces pays, au moins deux tiers des femmes mariées ou vivant en couple utilisaient des contraceptifs à cette époque. Dans les années 90, le taux d'utilisation avait augmenté dans 14 pays développés sur 44 mais diminué dans six d'entre eux. Les réductions enregistrées étaient souvent le fait d'un déclin de l'utilisation des méthodes contraceptives traditionnelles et d'un recours accru aux méthodes modernes. Cependant, certaines de ces différences peuvent être trompeuses car elles tiennent peut-être au changement des méthodes de collecte des données plus qu'à une véritable évolution des comportements. Cela étant, les données montrent que, dans l'ensemble des pays développés, l'usage des méthodes contraceptives modernes a nettement augmenté, le taux moyen d'utilisation étant passé de 54 % à 61 % des femmes mariées ou vivant en couple. À l'échelle nationale, tous les pays pour lesquels on disposait de données pour les années 70 et 90 ont enregistré une augmentation de la prévalence des méthodes modernes, à l'exception de l'Autriche, où elle a chuté de près de 10 points de pourcentage. Dans ce

dernier cas, il se peut que cette évolution soit due en partie à l'emploi de méthodes de collecte de données différentes.

Dans les pays en développement, la prévalence de la contraception était nettement plus faible dans les années 70 que dans les années 90. Dans ceux pour lesquels on disposait de données, le taux moyen de prévalence est passé de 27 % à 40 % d'une période à l'autre. Dans les années 90, la prévalence de la contraception dans un quart des pays en développement était d'au moins 62 %. Cependant, dans un autre quart, elle demeurait inférieure à 24 % des femmes mariées ou vivant en couple. Le taux d'utilisation des méthodes modernes était encore plus faible. Bien que le taux d'utilisation moyen des méthodes contraceptives modernes dans les pays en développement soit passé de 18 % à 30 % entre les années 70 et les années 90, le recours aux méthodes modernes demeure rare dans bon nombre de ces pays, dont un quart (parmi lesquels l'Afghanistan et le Yémen en Asie et 25 pays d'Afrique) a des taux de prévalence inférieurs à 12 %.

Dans les années 90, plusieurs pays en développement avaient atteint des taux élevés de prévalence des méthodes contraceptives modernes. Ainsi, en Afrique du Sud, en Algérie, en Égypte, à la Réunion, en Tunisie et au Zimbabwe, plus de la moitié des femmes mariées ou vivant en couple utilisaient des méthodes contraceptives modernes dans les années 90. Des niveaux semblables ou supérieurs ont été atteints en Asie dans les pays et régions suivants : Chine, RAS de Hong Kong, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Kazakhstan, Mongolie, Ouzbékistan, Philippines, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Singapour, Thaïlande, Turkménistan et Viet Nam. Dans plus de la moitié des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour lesquels on disposait de données, les taux d'utilisation des méthodes contraceptives modernes étaient supérieurs à 50 %. La plupart de ces pays avaient connu une hausse spectaculaire des taux d'utilisation des méthodes contraceptives modernes entre les années 70 et les années 90. En effet, au cours de cette période, dans la moitié au moins des pays en développement pour lesquels on disposait de données, le taux d'utilisation des méthodes contraceptives modernes avait augmenté d'au moins 20 points de pourcentage.

En bref, de grands progrès ont été faits pour satisfaire la demande en méthodes contraceptives modernes dans les pays en développement mais de faibles taux d'utilisation de ces méthodes persistent toujours dans de nombreux pays d'Afrique et dans certains pays d'Amérique latine, d'Asie et des Caraïbes. Comme on pourrait s'y attendre, les pays les moins avancés et d'autres pays à faible revenu sont plus susceptibles d'enregistrer de faibles taux d'utilisation des méthodes contraceptives modernes que les pays à revenu intermédiaire.

Fécondité

Des années 70 aux années 90, la fécondité a nettement baissé dans le monde entier. En moyenne, la fécondité cumulée pour tous les pays pour lesquels on disposait de données a chuté de 5,4 à 2,9 enfants par femme pour la période considérée. Cette réduction tient pour une large part au déclin de la fécondité dans les pays en développement, où, en moyenne, la fécondité cumulée est tombée de 5,9 à 3,9 enfants par femme entre les années 70 et les années 90. Bien que dans une moindre mesure, une forte baisse de la fécondité a également été observée dans les pays développés, où le taux moyen de

fécondité cumulée a chuté de 2,3 à 1,4 enfant par femme au cours de la même période.

À l'exception de la Guinée, de la Guyane française, du Mali et de la République démocratique du Congo, tous les autres pays en développement pour lesquels on disposait de données pour les années 70 et 90 semblent avoir connu une réduction des taux de fécondité même si les estimations des variations sont parfois faussées en raison des diverses erreurs qui peuvent se glisser lors de la communication des données de base. Cela étant, les données contenues dans le présent rapport font apparaître une situation globale corroborée par d'autres évaluations des tendances de la fécondité. Entre les années 70 et les années 90, la réduction moyenne de la fécondité dans les pays en développement était de l'ordre de 1,8 enfant par femme et, dans un quart de ces pays, le nombre d'enfants par femme semblait avoir baissé d'au moins 2,6. Dans cette catégorie de pays, on compte la Chine, où le taux de fécondité a chuté d'environ 4 enfants par femme depuis 1970. Parmi les autres pays où d'importantes réductions ont été signalées, on peut citer l'Algérie, l'Iran (République islamique d'), le Mexique, la Thaïlande, la Tunisie et la Turquie. En revanche, la fécondité a peu baissé (de moins d'un enfant depuis 1970) ou est restée stable dans 21 pays en développement dont 13 sont des pays de l'Afrique subsaharienne.

Dans les pays développés, la réduction de la fécondité était la norme et, bien que de faible ampleur, elle n'en demeurait pas moins importante vu le faible taux de fécondité cumulée qui caractérisait déjà la plupart de ces pays dans les années 70. La réduction moyenne de la fécondité cumulée dans ces pays était de 0,8 enfant par femme, et dans les années 90, seuls quatre pays développés (l'Albanie, les États-Unis, l'Islande, et la Nouvelle-Zélande) ont fait état de niveaux de fécondité cumulée d'au moins 2 enfants par femme alors que l'on en comptait 36 dans les années 70.

En admettant que 2,1 enfants par femme représente un taux de fécondité permettant d'assurer le renouvellement de la population dans les pays où la mortalité est faible, dans les années 70, les niveaux de fécondité étaient inférieurs au niveau de reproduction dans 12 pays développés contre un seul pays en développement avec un niveau de fécondité aussi bas. Dans les années 90, le taux de fécondité était inférieur au niveau de reproduction dans 41 pays développés et dans 19 pays en développement. Dans 14 pays développés, la fécondité cumulée était inférieure à 1,3 enfant par femme, du jamais vu dans l'histoire des populations.

La réduction de la fécondité à l'échelon mondial s'est accompagnée d'une évolution radicale de l'âge de la procréation. Dans la moitié des pays en développement, l'âge moyen auquel les femmes ont des enfants a baissé tandis que les taux de fécondité diminuent chez les femmes âgées. Dans les pays développés, l'âge moyen de procréation tend, en général, à s'élever car les femmes retardent le début de la procréation. Il ressort des données que l'âge moyen à la première naissance est généralement en hausse dans les pays développés comme dans les pays en développement. L'élévation de l'âge moyen de la mère à la première naissance est plus nette dans les pays développés : entre les années 70 et les années 90, l'âge moyen à la première naissance a augmenté d'au moins 1,7 an dans les trois quarts de ces pays. Dans les pays en développement, ces augmentations ont été plus modestes : dans les trois quarts des pays pour lesquels on disposait de données pour ces deux périodes, l'âge moyen a augmenté de 0,5 an. Des écarts importants demeurent donc entre les pays développés et les pays en développement en ce qui

concerne l'âge à la première naissance. Dans les années 90, l'âge moyen à la première naissance était de 26,4 ans dans les pays développés contre 22,1 ans seulement dans les pays en développement.

D'importants changements se sont également produits en ce qui concerne le niveau d'infécondité chez les femmes âgées de 45 à 49 ans. Bien que peu de pays disposent de données comparables pour les années 70 et 90, celles dont on dispose donnent à penser que l'infécondité a fortement diminué en Afrique, où les maladies sexuellement transmissibles étaient une cause importante de stérilité dans les années 50 et 60. De même, en Amérique latine, les taux d'infécondité ont généralement chuté. Dans d'autres grandes régions, on constate à la fois une hausse et une baisse du taux d'infécondité mais, alors que, dans les années 90, ce taux était relativement faible en Afrique et en Asie (ne dépassant jamais 9 % et demeurant inférieur à 5 % et 7 %, respectivement, dans la plupart des pays), il était élevé dans les Caraïbes et dans les pays développés. Ainsi, dans trois pays développés sur quatre, au moins 7 % des femmes âgées de 45 à 49 ans étaient sans enfants dans les années 90 et dans les trois quarts des pays des Caraïbes pour lesquels on disposait de données à ce sujet, cette proportion était d'au moins 8 %. Des taux d'infécondité particulièrement élevés (supérieurs à 10 %) ont été enregistrés dans les Antilles néerlandaises, au Canada, en Estonie, en Finlande, en France, au Luxembourg, au Portugal, en République de Moldova, en Roumanie, en Suisse et en Uruguay.

Politiques démographiques

Les vues et les initiatives des gouvernements en ce qui concerne les taux et les tendances de la fécondité ont considérablement évolué. En 1976, 52 % des gouvernements affirmaient n'avoir rien fait pour modifier les taux de fécondité, mais, en 2001, cette proportion n'était plus que de 32 % (voir figure II). L'assistance apportée par les gouvernements à la planification familiale progresse régulièrement depuis les années 70. En 2001, 92 % des gouvernements contribuaient à des programmes de planification familiale et à la distribution de contraceptifs, directement (75 %) dans des établissements publics ou indirectement (17 %) en appuyant les activités d'organisations non gouvernementales telles que les associations de planification familiale.

Les vues des gouvernements concernant l'adéquation des taux de fécondité ont elles aussi beaucoup évolué. Ainsi, alors qu'en 1976, 27 % d'entre eux souhaitaient réduire la fécondité, en 2001, ils étaient 45 % à le vouloir. Dans les pays en développement, la proportion de ceux qui voulaient réduire la fécondité était encore plus élevée en 2001, atteignant 58 %. De même, la proportion de gouvernements souhaitant accroître la fécondité avait augmenté, passant de 9 % en 1976 à 13 % en 2001. Aussi, le pourcentage de gouvernements souhaitant maintenir les taux actuels de fécondité a-t-il baissé de 13 % à 10 % : aujourd'hui un plus grand nombre de gouvernements veulent changer le taux de fécondité de leur population et sont prêts à mettre sur pied des initiatives leur permettant d'atteindre ces objectifs.

Figure I

Répartition de 160 pays en fonction du niveau de fécondité cumulée vers 1970 et 2000

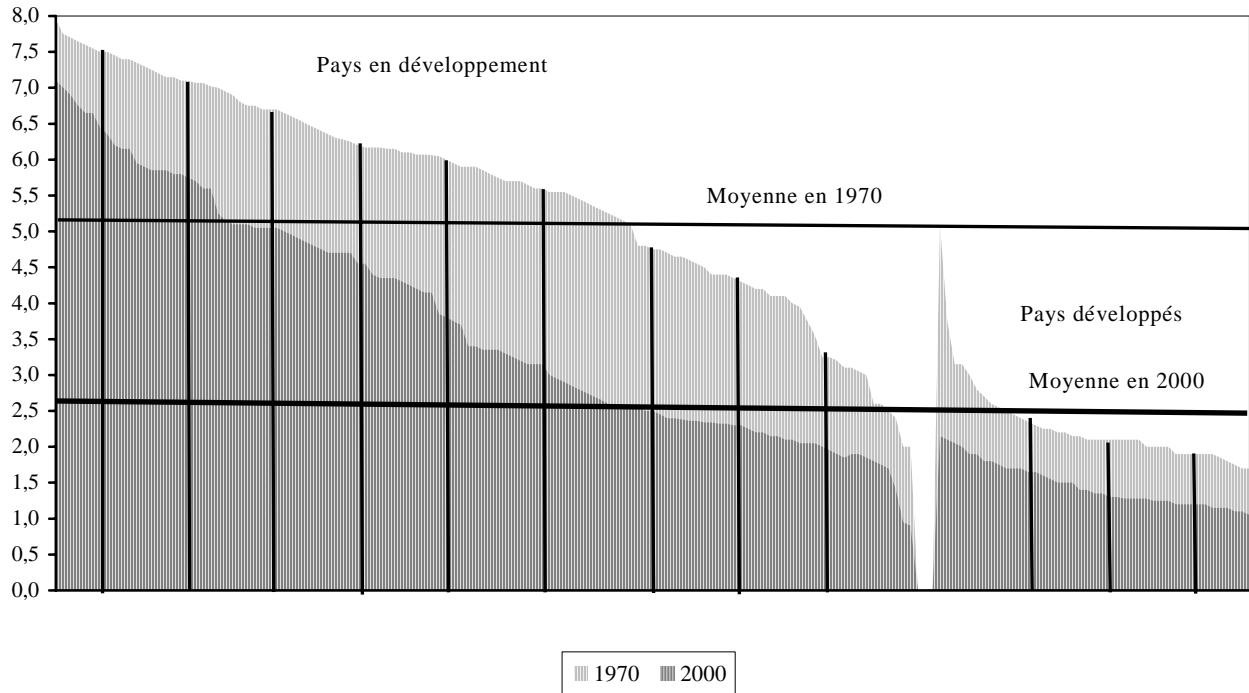


Figure II
Politiques gouvernementales concernant le taux de fécondité : 1976 et 2001

